

Quels mécanismes endogènes de résolution des conflits dans un contexte d'insécurité à Dori, une ville du sahel Burkina ?

Moumini OUEDRAOGO

Département de Géographie
Université Joseph KY-ZERBO/UFR-SH
Ouagadougou/ Burkina Faso

Auteur correspondant : ouemini@gmail.com

Article soumis le 15/10/2022 et accepté le 18/12/2022

Résumé : Dans la région du sahel du Burkina Faso et plus particulièrement à Dori, la permanence et la persistance des conflits entre les communautés sont préoccupantes. Ces conflits devenus récurrents opposent divers acteurs et sont traditionnels dans la cohabitation des communautés.

Pour y faire face, des mécanismes endogènes existent. Cette recherche se propose donc d'analyser ces mécanismes qui participent à la résolution des conflits et au renforcement de la cohésion sociale dans le sahel du Burkina Faso en proie à l'insécurité.

La méthodologie adoptée a consisté en une recherche documentaire, suivie d'enquêtes de terrain à l'aide de questionnaires et de guides d'entretiens auprès de 80 acteurs impliqués dans la gestion des conflits. L'analyse des données collectées a permis de connaître les différents types de conflits à Dori, les principaux acteurs qui y sont impliqués, les mécanismes endogènes auxquels font recours les populations pour y remédier. Il ressort de cette recherche que les principaux conflits rencontrés à Dori sont les conflits liés à la politique (86%), les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles (84%) et les conflits liés à l'exploitation de la terre (84%). Quant aux principaux acteurs impliqués, il s'agit d'agriculteurs, d'éleveurs, de religieux, d'hommes politiques, de coutumiers etc. Enfin, pour y remédier, il est fait recours aux alliances/parentés à plaisanterie, au dialogue inter-religieux, le pouvoir des castes (forgerons, cordonniers, griots).

Mots clés : Burkina Faso, Dori, conflit, mécanismes, insécurité

what endogenous mechanisms of conflict resolution in a context of insecurity in Dori, a town in the Sahel of Burkina?

Abstract: *In the Sahel region of Burkina Faso, and more particularly in Dori, the permanence and persistence of conflicts between communities is a cause for concern.*

These conflicts, which have become recurrent, oppose various actors and are traditional in the cohabitation of communities. Endogenous mechanisms exist to deal with them. This research therefore aims to analyse these mechanisms, which contribute to conflict resolution and the strengthening of social cohesion in the Sahel region of Burkina Faso, which is plagued by insecurity.

The methodology adopted consisted of documentary research, followed by field surveys using questionnaires and interview guides with 80 actors involved in conflict management. The analysis of the data collected made it possible to identify the different types of conflict in Dori, the main actors involved, and the endogenous mechanisms used by the population to resolve them. This research shows that the main conflicts encountered in Dori are conflicts related to politics (86%), conflicts related to the exploitation of natural resources (84%) and conflicts related to land exploitation (84%). As for the main actors involved, they are farmers, herders, religious people, politicians, customary people, etc. Finally, to remedy the situation, recourse is made to alliances/parenting in jest, inter-religious dialogue, the power of castes (blacksmiths, cobblers, griots).

Keywords: Burkina Faso, Dori, conflict, mechanisms, insecurity

Introduction

Confronté à des crises sécuritaire, sociale, économique et politique, le Burkina Faso a mal à la cohésion sociale et se trouve gravement handicapé dans son élan pour le développement et surtout dans sa démarche pour amorcer le développement local. Afin de mieux appréhender tous ces défis et d'y trouver des solutions durables, l'analyse du contexte des dynamiques qui sous-tendent les relations séculaires entre communautés et entre ces dernières et ceux qui sont chargés de la gouvernance publique demeure essentielle dans une démarche de planification classique des actions de développement. L'analyse de ces dynamiques relationnelles se fait dans des contextes de fragilités ou de tensions souvent en lien avec les interventions de l'Etat et des ONG, d'où l'impérieuse nécessité de prendre en compte la sensibilité au conflit. Que se passe-t-il exactement au Burkina Faso ? Quelle situation prévaut au pays des hommes intègres ?

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à une recrudescence de divers conflits et leurs corollaires de détérioration de la cohésion sociale, du vivre-ensemble et du tissu économique et de

déplacement massif de populations. D'après le ministère en charge de l'administration du territoire, le nombre de conflits communautaires est passé de 248 en 2017 à 262 en 2019 sur le territoire national. Le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONSUR) rapporte que l'effectif total des personnes déplacées internes à travers le pays s'élevait à la date du 31 Janvier 2022 à 1 741 655 dont 61,17% sont des enfants. A la même date, 36% de ces personnes déplacées internes se trouvent dans la région du Centre-Nord, 31,4% dans la région du Sahel, 11,9% dans la région du Nord, 8,7% dans la région de l'Est, 3,3% dans la Boucle du Mouhoun et 2,2% dans la région du Centre-Est. Le compte rendu du conseil des ministres du 05 janvier 2022 révèle qu'à la date du 31 décembre 2021, 3 280 écoles (soit 13,09% des structures scolaires) sont fermées du fait des attaques terroristes ; une situation qui impacte 511 221 élèves¹.

Les causes de ces conflits sont complexes et les enjeux, aussi divers que corrélés, vont de l'ordre économique à l'ordre politique en passant par les questions de croyances et de légitimité.

Par ailleurs, selon les rapports d'études réalisées par le PNUD, Interpeace, le Labo Citoyenneté, etc., dans les régions affectées par l'insécurité, on note aussi une augmentation de viols et de violences sexuelles contre les femmes, des harcèlements et d'autres formes de violences basées sur le genre (VBG) comme c'est souvent le cas en période d'insécurité.

Qu'en est-il de la région du sahel et plus principalement Dori ?

La région du Sahel Burkinabé (principalement Dori), à l'instar de neuf autres régions du Burkina Faso vit au rythme des attaques terroristes, djihadistes et autres conflits communautaires dont le plus

¹ Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres
https://www.sggcm.gov.bf/actualites/article?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=113&Hash=b9baadb848d4d146b5e5b8d18c831c21#:~:text=Le%20Burkina%20Faso%20conna%C3%A9t%20donc,COVID%2D19%20dans%20notre%20pays

récent est celui de Yirgou qui a opposé les communautés peuhl et mossi dans la région du centre nord. A Dori, les conflits les plus récurrents sont : conflits éleveurs-agriculteurs, conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, conflits politiques, conflits liés au processus électoral, conflit lié à la chefferie dont le plus remarquable est celui de Dori où l'on a deux (2) chefs coutumiers.

Face à ces conflits récurrents et au regard des limites de la justice moderne à trouver des solutions consentantes et durables, les différents acteurs font parfois recours aux mécanismes endogènes pour y remédier.

La question de recherche est la suivante : quelles sont les mécanismes endogènes auxquels font recours les populations de Dori en cas de conflits ?

L'hypothèse stipule qu'il existe des mécanismes endogènes de résolution des conflits à Dori.

L'objectif est de répertorier les mécanismes endogènes auxquels font recours les populations de Dori en cas de conflit.

Cet article abordera d'abord la méthodologie suivie de la collecte et l'analyse des données, ensuite la présentation des résultats et enfin la discussion de ces résultats.

1. Méthodologie

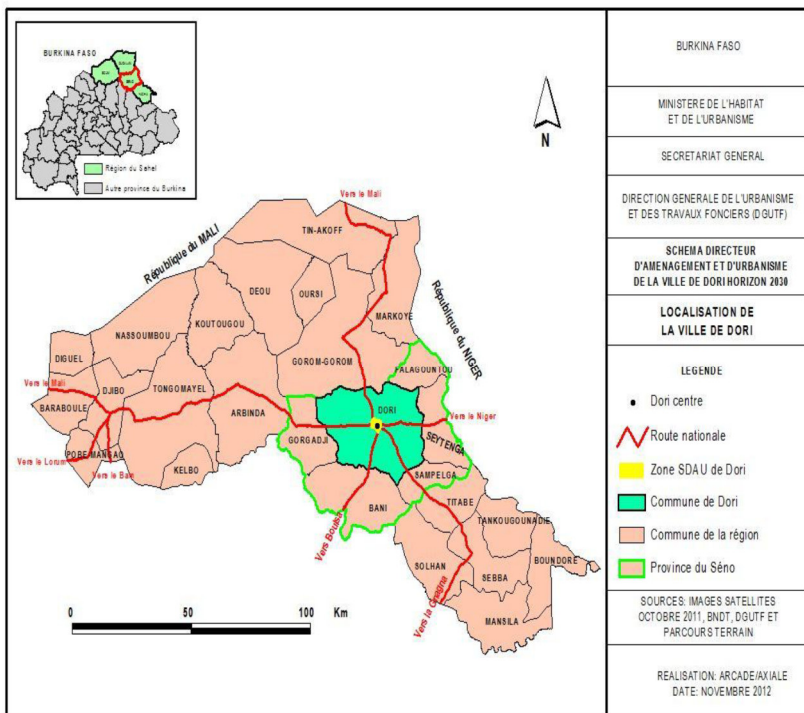
La méthodologie comprend dans un premier temps la présentation de la commune de Dori et dans un second temps la méthode de collecte et de traitement des données.

1.1. Présentation de la zone d'étude

Située entre les latitudes 14° et 15° Nord et les longitudes 0° et 3° Ouest dans la partie Nord-est du Burkina Faso, la ville de Dori est à la fois le chef-lieu de la province du Séno et celui de la région du Sahel. Au terme de la loi 030-99/AN portant fixation des limites territoriales des communes du Burkina Faso, la ville de Dori partage ses frontières avec la commune rurale de Bani au Sud et celles de Gorom-Gorom et de Falangountou au Nord. A l'Ouest., elle est

limitée par la commune rurale de Gorgadji, à l'Est par celle de Seytenga et au Sud-est par celle de Sampelga. De par sa position géographique, la ville de Dori constitue un carrefour stratégique dans la sous-région (carte n°1).

Carte 1 : localisation de la ville de Dori



Elle se situe à la jonction de quatre (04) axes routiers importants qui ont donné à la ville une réputation historique à travers le commerce du sel, du poisson et du cola. Dori est reliée à la capitale Ouagadougou par la route nationale n°03 sur une distance de 265 km. Sur le plan régional, elle est à 200 km de la ville de Djibo par la route nationale n°23, à 50 km de Gorum-Gorum par la route n°03 et à 100 km de la ville de Sebba par la route n°24. Enfin, sur le plan inter Etats, la ville de Dori est distante de Niamey (capitale de la république du Niger) de 261 km et reliée à celle-ci par la

route nationale n°3. Au regard de ses fonctions administratives, politique, économique et culturelle, la zone d'influence de la ville de Dori s'étale sur l'ensemble de la région et au-delà et organise tout cet espace à travers un réseau de voirie de type étoilé comme le montre la carte ci-dessous. (Direction générale de l'urbanisme et des travaux fonciers et al., 2012). La carte ci-dessous localise la commune de Dori.

Sur le plan socio-économique, l'élevage est la principale activité : un ménage sur trois élève des animaux (bovins, caprins, ovins, ânes, équins et volaille). L'agriculture est très tributaire du niveau de l'eau dans les trois barrages et les 13 retenues d'eau. Les principales cultures sont : les cultures céréalières : le mil, le sorgho rouge, le sorgho blanc et le maïs ; les cultures protéolégumineuses : l'arachide, le sésame, les haricots ; les cultures maraîchères : les oignons (feuilles et bulbes), l'aubergine, la laitue, la tomate, le chou et la pomme de terre. Les conflits agriculteurs – éleveurs sont récurrents et font recourir parfois les différents acteurs aux solutions endogènes.

Sur le plan humain et politique, selon le rapport préliminaire de recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2019), la population résidente de Dori est de 180 512 personnes dont 89 796 hommes et 90 716 femmes. Les ethnies rencontrées sont : les Kurumba, les Peuhls les Malimbé, les Gourmantchés, les Torobé, les Haoussa, les Bella, les Fulcé etc.

Avant le coup d'état du 24 janvier 2022, le Conseil Municipal de Dori était composé de 172 Conseillers Municipaux (dont 5 femmes) issus de 3 formations politiques à savoir le Parti pour la Démocratie et le Socialisme/parti des bâtisseurs (PDS/Metba), le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) et le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP). Le choix des conseillers est parfois source de tensions et de conflits entre les différents acteurs.

1.2. La collecte des données

La collecte des données s'est traduite par une recherche documentaire, des enquêtes de terrain et l'observation directe sur

le terrain. La recherche documentaire effectuée à l'Université Joseph KI- ZERBO et au Centre International de Recherche pour le Développement (CIRD) a permis de consulter les travaux de thèses et de mémoires, les articles, et les ouvrages traitant des questions de conflit. Des documents ont aussi été consultés en ligne sur les sites comme Google scholar, recherches Isidore etc. Pour la collecte de données, un questionnaire a été administré à 80 acteurs (Conseiller Villageois de Développement, élus locaux, préfet, FDS, Leaders politiques, leaders d'associations/OSC, leaders religieux) portant essentiellement sur les différents types de conflit, les différents acteurs impliqués et les solutions endogènes auxquelles font recours les acteurs. Les données collectées ont été saisies, traitées et analysées à l'aide du logiciel STATA 12 et les graphiques ont été produits sur Excel.

2. Résultats

La présentation des résultats aborde les différents types de conflit, les acteurs impliqués, les différentes solutions endogènes privilégiées.

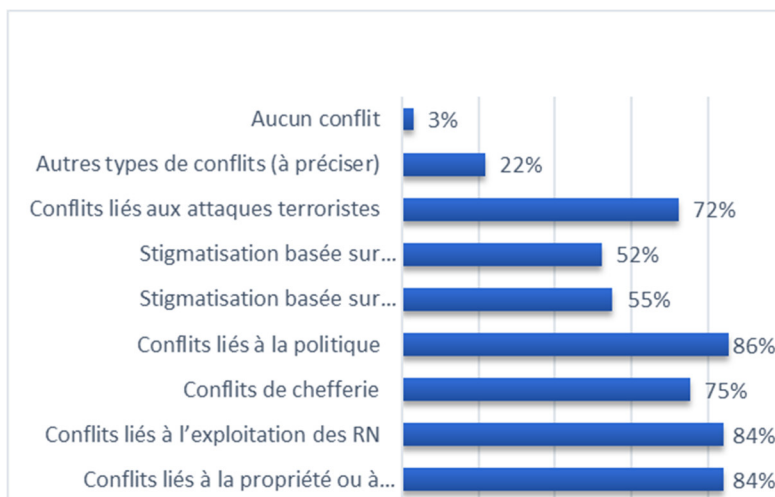
2.1 - Typologie des conflits dans la commune

Il ressort des données de terrain qu'il existe 4 types de conflit dans la commune de Dori. Il s'agit des conflits qui sont des conflits jugés comme les plus récurrents dans la commune. Il s'agit des conflits liés à la politique, des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, ceux liés à la propriété ou à l'exploitation de la terre et des conflits de chefferie. Les Conflits liés à la propriété ou à l'exploitation de la terre désignés par 84% des personnes enquêtées sont des conflits réguliers qui opposent régulièrement les autochtones et les allogènes mettant au goût du jour les revendications et les prétentions liées au contrôle des espaces. Les conflits liés à la gestion des ressources naturelles présentent un taux élevé (84% des personnes enquêtées). Ce sont des conflits qui opposent les citoyens entre eux ou ces derniers avec l'administration dans l'exploitation des ressources naturelles tels les points d'eau ; les forêts et les ressources minières. Les conflits liés à la politique

(86% des personnes enquêtées) sont des conflits qui opposent les acteurs politiques mais qui touchent les sympathisants et mettent en mal la cohésion entre les populations. Les conflits liés à la chefferie sont ceux des membres de même famille pour le trône. Ce sont des conflits qui peuvent aboutir à des conséquences lourdes notamment la division de la société et l'instabilité de la cohésion sociale.

L'étude révèle également l'existence de conflits liées à la stigmatisation basée sur l'appartenance ethnique ou à une caste (55% des personnes interviewées) et celle lies à la stigmatisation basée sur l'appartenance religieuse (52% des personnes interviewées) ce qui traduit un malaise de certaines communautés ethniques et religieuses. Les différents types de conflits rencontrés dans la commune de Dori et leur fréquence sont illustrés par le graphique ci-dessous :

Figure n°1 : Typologie de Conflits



Source : Enquête terrain, septembre 2022

2.2- Analyse des acteurs

L'analyse de ce graphique montre que les membres sympathisants et leaders politiques désignés par 76.81 % des personnes

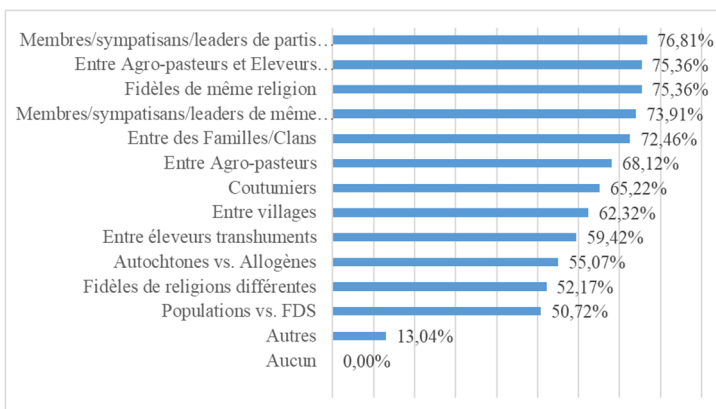
interrogées sont présentés comme les acteurs qui sont plus impliqués dans les questions de conflits. Cela peut justifier la nature des conflits les plus fréquents dans la commune à savoir les conflits liés à la politique.

Les agriculteurs et pasteurs sont également identifiées par les enquêteurs comme étant des acteurs aux conflits en témoignant 75.36% des personnes enquêtées.

Les fidèles des mêmes religions (pour 75.36% des personnes enquêtées) sont également considérés comme des acteurs de conflits. En rappel la religion dominante dans les zones est celle musulmane, il arrive parfois que des conflits naissent dans la communauté. Cela donne l'occasion de se poser la question sur le postulat des conflits religieux dans la crise ici qui peut être interprété comme des conflits intra religieux.

Les acteurs politiques sont également cités comme des acteurs des conflits car les oppositions ne sont pas observées au-delà des campagnes électorales et survivent tout au long du mandat. Les populations sont donc divisées selon l'architecture des partis politiques. Les principaux acteurs impliqués dans les conflits dans la commune de Dori sont présentés par le graphique ci-dessous :

Figure n°2. Les acteurs impliqués dans les conflits



Source : Enquête terrain, septembre 2022

2.3- Mécanismes endogènes de résolution des conflits

A Dori, les populations ont recours à divers mécanismes de résolution des conflits. Ces mécanismes sont entre autres :

- Alliances/parentés à plaisanterie ;
- Dialogue inter-religieux ;
- Mécanismes rituels de recherche de la vérité ;
- Conseil des anciens ;
- Castes (forgerons, cordonniers, griots) ;
- Eviter d'avoir de grands troupeaux ;
- La sécurisation des espaces pastoraux ;
- Formation/sensibilisation sur la prévention et la gestion des conflits.

Toutefois il faut noter que certains mécanismes sont beaucoup plus utilisés que d'autres.

Selon un classement issu de l'analyse quantitative, les mécanismes les plus utilisés sont le dialogue inter-religieux, la formation/sensibilisation sur la prévention et la gestion des conflits, La sécurisation des espaces pastoraux, le conseil des anciens et l'alliances/parentés à plaisanterie.

Les résultats de nos travaux de recherche nous ont aussi permis de faire un classement de ces mécanismes utilisés pour la résolution des conflits à Dori. Ce classement est donné par le tableau ci-dessous :

Tableau : Fréquence des mécanismes endogènes utilisés pour la résolution des conflits à Dori

	Classement
Alliances/parentés à plaisanterie	81,16%
Dialogue inter-religieux	100,00%
Mécanismes rituels de recherche de la vérité	55,07%
Conseil des anciens	84,06%
Castes (forgerons, cordonniers, griots,...)	52,17%
Eviter d'avoir de grands troupeaux	66,67%
La sécurisation des espaces pastoraux	88,41%

Formation/sensibilisation sur la prévention et la gestion des conflits	86,96%
Autres	0,00%

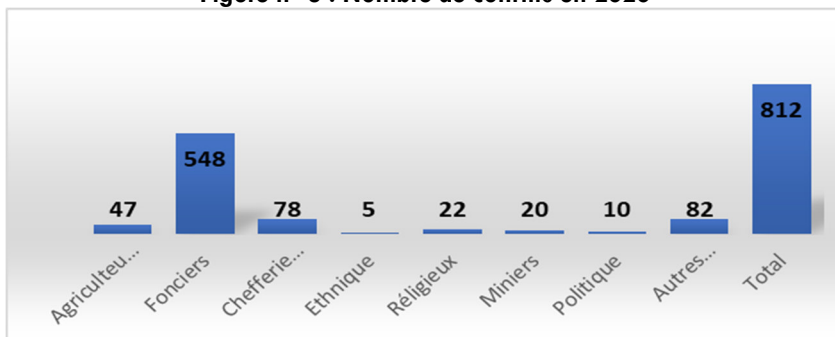
Source : Enquête terrain, septembre 2022

En dehors des mécanismes traditionnels il faut noter le recours à la justice de l'État pour régler certains conflits graves (résolution du conflit par le préfet ou le maire, par le juge).

3- Discussion

La présente recherche a montré que le Burkina Faso en général et le sahel en particulier connaît depuis 2015 des attaques terroristes et djihadistes qui ont occasionné le déplacement massif des populations. A ces attaques s'ajoutent les conflits entre les populations. Il ressort donc de cette recherche qu'il existe plusieurs types de conflits. Cette typologie des conflits a été relevée dans des études antérieures. Au Burkina Faso, selon le rapport de 2020 de l'ONAPREGECC, la répartition des conflits communautaires selon la typologie montre une forte dominance des conflits liés au foncier avec 67,5%, suivie des conflits liés à la chefferie coutumière avec 9,6%. Les conflits ethniques représentent le plus faible taux avec 0,6%. La situation par typologie de conflits sur le plan national est traduite par la figure ci-dessous :

Figure n° 3 : Nombre de conflits en 2020



Source : Rapport ONAPREGECC, 2020

Toujours selon le rapport de 2020 de l'ONAPREGECC, la région du sahel a enregistré au cours de l'année 2020, 22 conflits communautaires qui sont de type foncier, agriculteurs/éleveurs, chefferie traditionnelle.

Dans le nord du Cameroun confronté aux attaques du groupe Boko Haram, la typologie des conflits a été analysée par le PNUD en 2015. Il ressort du rapport d'étude intitulé : « conflits et mécanismes de résolution des crises à l'extrême nord du Cameroun » que les conflits les plus récurrents dans cette partie du Cameroun sont : les conflits d'accès aux ressources (conflits fonciers, agro-pastoraux et halieutiques), les conflits identitaires (lutttes de pouvoir et de résurgence de l'ethnicité, les conflits successoraux au sujet du pouvoir traditionnel) et les frictions religieuses. Pour LAMBO B (2021), les principales causes des conflits communautaires au Tchad sont la concurrence au niveau local entre les élites politiques, l'accès aux ressources et aux droits fonciers, ainsi que la discrimination et la marginalisation des groupes sociaux. Le même constat est fait par REBEKA G (2016). Selon elle, les différents types de conflits en Afrique sont : les conflits politiques, les conflits identitaires, les conflits liés aux ressources, les troubles sociaux et le terrorisme. Ces conflits continuent d'entraver la démocratisation et le développement équitable ; d'où l'importance de bien les cerner en vue d'y apporter des solutions idoines. Pour Search For Common Ground (2014), les conflits récurrents dans la zone de Tahoua au Niger sont : les conflits fonciers, conflits ethniques, conflits politiques et conflits de chefferie.

Quant aux acteurs impliqués dans les conflits au Burkina Faso, l'ONAPREGECC dans son rapport de 2020 a identifié comme principaux acteurs : les agriculteurs et les éleveurs, les fidèles de certaines confessions religieuses, les propriétaires terriens et promoteurs immobiliers, les autochtones aux allogènes, les partisans d'un nouveau chef et ceux de l'ancien chef etc.

Dans le sahel, et toujours selon l'ONAPREGECC, les principaux acteurs sont : agriculteurs/éleveurs, les chefs traditionnels, les religieux, le politique etc.

Les conclusions de la recherche de Search For Common Ground (2014) corroborent ceux de l'ONAPREGECC. Pour cette institution de recherches, les principaux acteurs impliqués dans les conflits dans la zone de Tahoua au Niger sont : les éleveurs, les agriculteurs, les agro pasteurs, les élus locaux, les femmes, les jeunes et les autorités.

Pour la gestion des conflits, plusieurs mécanismes existent. Pour NIAGALE B ET RODRIGUE K. (2017), en Côte D'Ivoire, la chefferie traditionnelle se positionne dans nombre de communautés comme les premiers remparts de la stabilité communautaire. A ce mécanisme, s'ajoutent les alliances dites à plaisanteries et les cérémonies festives. Toujours selon ces chercheurs, la Cote D'Ivoire connaît aussi le mécanisme à caractère religieux.

Cependant, certains chercheurs à l'instar de LUC HUYSE (2004) pense que les mécanismes traditionnels de gestion des conflits ouest-africains souffrent à la fois d'une efficacité et d'une légitimité partielles car il convient de garder à l'esprit que les acteurs traditionnels sont loin d'être des acteurs neutres car les mécanismes traditionnels de gestion des conflits ne sont pas épargnés par l'instrumentalisation et les manœuvres politiques. Dans cette même lancée, ADDO MAHAMANE du Niger affirme que : « dans sa quête de légitimité, l'État moderne nigérien a recours à la chefferie traditionnelle qui semble jouir d'une certaine crédibilité historique aux yeux des populations alors même qu'elle est de plus en plus pervertie par l'intrusion du politique ». En conséquence, la perte de légitimité à laquelle sont confrontés aussi bien les autorités étatiques africaines que les acteurs internationaux n'épargne pas les acteurs traditionnels.

Conclusion

Le sahel du Burkina Faso en général et Dori en particulier fait face aux attaques terroristes depuis 2015. A ces attaques s'ajoutent les

conflits communautaires qui sont récurrents et qui occasionnent de nombreuses conséquences (pertes en vie humaine, déplacements massifs des populations, fragilité du vivre ensemble et du tissu social). Face à la récurrence et à la persistance de ces conflits, les populations font recours aux mécanismes endogènes comme solutions. Les résultats de cette recherche montrent que les principaux conflits rencontrés à Dori sont : les conflits liés à la politique (86%), les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles (84%). Les principaux acteurs impliqués dans ces conflits sont les leaders politiques, les agriculteurs, les éleveurs, les religieux etc.

Comme mécanismes endogènes de résolution de ces conflits, l'on a recours aux parentés à plaisanterie, au dialogue inter-religieux, au pouvoir des castes (forgerons, griots). Cependant, force est de constater que ces mécanismes tendent de nos jours à se fragiliser, voire à s'essouffler au regard des besoins croissants des populations. Un appel est donc lancé aux autorités, aux ONG, aux agences des nations unies afin qu'elles renforcent les sensibilisations sur les bienfaits de la cohésion sociale et du vivre -ensemble.

Bibliographie

ADDO MAHAMANE 2011 : État de la gouvernance en Afrique de l'Ouest : Niger

Direction Générale de l'Urbanisme et des Travaux Fonciers et al., 2012 : Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la ville de Dori horizon 2030 285p.

LAMBO BEGUERAM 2021 Typologie des conflits intercommunautaires au Tchad : états des lieux et dimensions 196p.

LUC HUYSE 2004 La réconciliation après un conflit violent. Un manuel d'international IDEA, 112p.

NIAGALE BAGAYOGO ET RODRIGUE KONE 2017 : Gestion des conflits en Afrique subsaharienne Rapport de recherche, 60p.

Moumini OUEDRAOGO, Quels mécanismes endogènes de résolution des conflits dans un contexte d'insécurité à Dori, une ville du sahel Burkina ?

Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires 2020, rapport annuel 2020-2021 45p.

REBEKA GLUHBEGOVIC 2016 : Les types de conflits en Afrique, Comment les rapports du MAEP traitent-ils de la question des conflits ?

SEARCH FOR COMMON GROUND 2014 : Analyse des déterminants de conflits dans les communes de Tchintabaraden et Tassara. Rapport d'étude 41p.